

Dans 2 jours, les élections européennes Younous Omarjee, le vainqueur c'est La Réunion

Le rassemblement continue de s'élargir autour de l'Union pour les Outremer

La CGTR Ports et Docks soutient Younous Omarjee «Le meilleur défenseur des travailleurs portuaires réunionnais»



Younous Omarjee prenant la parole lors d'un meeting de solidarité avec les dockers de la SERMAT.

Dans une déclaration adressée à tous les médias, le syndicat annonce son soutien à la tête de liste de l'Union pour les Outremer et donne les raisons de cette décision.

A l'approche du scrutin des européennes à La Réunion, la Fédération CGTR Ports et Docks tient à s'exprimer publiquement sur les enjeux de ces élections concernant plus précisément le devenir de la place portuaire réunionnaise et des travailleurs portuaires.

Les camarades de la CGTR Ports et Docks ont eu à plusieurs reprises constater le travail remarquable du Député européen Younous Omarjee qui a repris avec succès le combat exemplaire de Elie Hoarau et de Paul Vergès pour défendre les spécificités réunionnaises au sein du Parlement de Strasbourg et auprès de la Commission Européenne à Bruxelles. Un travail qui l'a amené à défendre avec brio les intérêts du développement du Grand Port Maritime de La Réunion par la sécurisation et le maintien du niveau d'aide aux investissements des infrastructures portuaires, notamment pour la période 2014-2020 avec l'agrandissement du Port Est (près de 34,5 millions d'euros du FEDER, Fonds Européen de Développement Régional).

La Fédération CGTR Ports et Docks estime également que Younous Omarjee membre du groupe de la gauche unitaire européenne et verte nordique et qui s'est prononcé contre le Traité Transatlantique qui soumettra la volonté des Etats aux multinationales, ses capacités à défendre les travailleurs face au système de l'ultralibéralisme. Plus que jamais nous devons rester vigilants face aux tentatives successives de la Commission Européenne d'imposer des directives tendant à libéraliser les services portuaires et démanteler les acquis sociaux de nos travailleurs au profit de grands groupes et des lobbys puissants.

Notre syndicat appelle donc les électrices et les électeurs de La Réunion à porter leur suffrage dimanche sur le meilleur défenseur de la cause réunionnaise au Parlement Européen, Younous Omarjee.

**Secrétaire général
de la Fédération CGTR
Ports et Docks
Danio Ricquebourg**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

L'Europe séquestrée?

Aux Etats Unis, une jeune femme âgée de 25 ans a raconté à la police comment elle a été kidnappée, séquestrée durant 10 ans, violée et contrainte au mariage par son bourreau. Elle n'était qu'une adolescente de 15 ans quand elle avait disparu. Son histoire rejoint celle de trois autres jeunes filles attrapées et retenues en captivité durant 10 ans par un homme. Dans les 2 cas, il a fallu aux victimes une sacrée dose de courage et persévérance pour survivre à leurs dangereux agresseurs. Toujours en Amérique, il y a 3 semaines, une histoire sordide a fait le tour du monde: un homme condamné à mourir par une injection de produit létal a mis 43 minutes avant de finir par succomber d'un infarctus! Cette exécution ratée relance le débat sur la peine de mort et ses conditions de traitement final. Au total, en 2013, aux Etats Unis, trente huit personnes ont été exécutées.



C'est avec ce pays à la mentalité particulièrement barbare que l'Union Européenne s'apprête à signer des accords de libre-échanges économiques. Les élections qui auront lieu ce dimanche peuvent servir à sanctionner les candidats qui soutiennent cette initiative qui va à l'encontre des valeurs fondamentales de l'Europe où la peine de mort a été abolie. On apprend même qu'on y paye un billet pour pouvoir assister à une mise à mort.

Les électrices et les électeurs savent que c'est en leur nom que des responsables politiques européens s'engagent dans cette voie où le plus fort écrase le plus faible et le contraint à disparaître. Les événements relatés ci-dessus nous commandent d'être très vigilants pour que l'Europe ne soit pas séquestrée.

J.B.

L'avenir de milliers d'emplois se décide maintenant

Seul le partage équitable des richesses de la canne sauvera les planteurs

Comme rappelé dans l'édition d'hier, la fin des quotas sucriers était programmée dès 2001. Cela fait donc 13 ans. Au cours de cette période, le PCR a été le seul à appeler les acteurs de la filière à parler d'une même voix pour défendre les intérêts de près de 20.000 emplois. Ceux qui ont voulu cacher la vérité aux planteurs sont désormais au pied du mur quand elle éclate, et ils n'ont pas de solution.



Au cours de cette campagne des élections européennes, il est question de la survie des planteurs. Enfin, cette question est abordée. Mieux vaut tard que jamais, car dans trois ans, c'est la fin du prix garanti du sucre, une protection qui date d'avant la Seconde guerre mondiale. Néanmoins, il est important d'avoir à l'idée que rien ne fera revenir l'Union européenne sur sa décision. Qu'ils appartiennent à des filiales de l'UMP, du PS ou d'autres partis parisiens, tous ceux qui viennent enfin au secours des planteurs ne peuvent ignorer que le coup est porté depuis Paris et Bruxelles.

L'offensive ne date pas d'hier, tout a été mis en place à partir de 2001. Au cours de ces 13 dernières années, plusieurs gouvernements se sont succédés en France. Entre 2001 et 2002, c'était la gauche plurielle. Entre 2002 et 2012, l'UMP et ses alliés du centre ont dirigé la France. Depuis 2012, c'est le retour des socialistes et des verts. Au sein du Parlement européen, ce n'est même plus de l'alternance mais de la co-gestion, entre la déclinaison européenne de l'UMP, le PPE, et celle du PS. En 2009, ces deux partis se sont entendus pour se partager la présidence du Parlement européen: 2 ans et demi pour le PPE, et deux ans et demi pour le PS. Ces faits rappellent bien qui était aux responsabilités au cours des 13 années qui ont précipité la fin du quota sucrier réunionnais.

13 ans de vérité cachée

Plusieurs étapes ont balisé cette période. Tout d'abord en 2001, l'Union européenne lance l'initiative "Tout sauf les armes". Elle prévoit de donner un accès total sans droit de douane au sucre produit par les pays les plus pauvres de la planète à partir de 2009. "Gauche" et "droite" ce sont entendus pour soutenir ce projet négocié par le socialiste Pascal Lamy juste avant qu'il ne parte diriger l'Organisation mondiale du commerce. En 2003, c'est la discussion de la réforme de la PAC. Elle doit tenir

compte de "Tout sauf les armes", ainsi que de la plainte portée par le Brésil, la Thaïlande et l'Australie contre les quotas sucriers et les subventions qu'ils jugent contraires aux règles de l'OMC. Le texte est soutenu notamment par les partis parisiens. Il prévoit pourtant une baisse de 36% du prix du sucre à la fin du cycle 2006-2013, autant dire que le démantèlement du prix garanti est en marche. Viennent ensuite les négociations pour la PAC de la période 2014-2020. Les dirigeants de l'Europe sont tous d'accord sur un point: quota et prix garantis doivent disparaître. Le seul débat porte sur le délai, entre 2014 et 2020. Les gouvernements optent pour 2017, et en toute logique, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, vote pour la suppression du quota et du prix garanti du sucre réunionnais. Quelques temps plus tard, il est venu à La Réunion sans que cette décision ne lui soit reprochée.

Il faut attendre la campagne des européennes pour qu'une partie de la classe politique se réveille et tente une opération de récupération sur le dos des planteurs. Qui peut sérieusement croire que l'Union européenne va remettre en cause un processus lancé depuis 13 ans? Quelle crédibilité peut avoir un gouvernement qui a voté pour la suppression des quotas sucriers et qui va demander à l'Europe de faire le contraire en excluant le sucre des discussions commerciales internationales? Au lieu de reporter sans arrêt l'échéance, il fallait adopter une autre attitude. Maintenant, ceux qui ont refusé de dire la vérité aux planteurs sont au pied du mur quand elle éclate, ils n'ont aucune solution crédible.

La trahison de Paris

Durant toute cette période, le PCR n'eut de cesse d'alerter les planteurs sur tout ce qui se tramait. Quand l'Europe a lancé "Tout sauf les armes", le Parti communiste réunionnais appelait les planteurs à s'organiser pour

anticiper l'inéluctable. Quand la menace s'est précisée avec la baisse du prix garanti du sucre, "Témoignages" a publié en 2007 un document sur l'échéance 2014 et les actions à mener pour faire face. Même le DAF y était alors allé de son couplet pour dire qu'il n'y a pas d'échéance 2014. Quant aux usiniers, ils jureraient la main sur le cœur qu'il n'y avait rien à craindre, la production réunionnaise étant négligeable à l'échelle du monde. Et pourtant, c'est le supérieur hiérarchique du DAF qui a voté la fin du quota. Quant aux usiniers, ils ont été remplacés par une coopérative de planteurs de betteraves, Tereos, implantée aussi au Brésil, pays qui sera dans trois ans un concurrent du sucre réunionnais.

Encore possible de tout sauver

Contrairement au discours de l'ancien ministre des Outre-mer, le PCR pense qu'il est possible de tout sauver, à condition d'une part de répartir équitablement les richesses tirées de la canne entre le planteur et l'usinier, et d'autre part de développer toutes les valorisations possibles de cette plante au profit des planteurs. Ainsi sera surmontée la crise du sucre, ce dernier ne sera plus qu'un sous-produit de la canne. Dans l'attente de cette réforme, il est nécessaire de pouvoir grappiller le maximum de fonds afin d'assurer la transition. C'est un des enjeux immédiats de l'après élections européennes.

Cette sortie de crise est possible à condition de se rassembler et de s'organiser sans se bercer d'illusion vis à vis de Paris: depuis 13 ans, aucun gouvernement n'a levé le petit doigt pour sauver le quota et le prix garanti du sucre réunionnais.

M.M.

Contrat de fourniture de gaz entre deux pays émergents

Dix années de négociations sino-russes

Après dix années de négociations sur l'approvisionnement en gaz entre la Russie et la Chine, un accord a été scellé à Shanghai, le 20 mai, pour un montant de près de 400 milliards de dollars. Signé entre le géant énergétique chinois CNPC et le russe Gazprom, il prendra effet à partir de 2018, pour 30 ans.



Vladimir Poutine et Xi Jinping, présidents de la Russie et de la Chine.

Désormais, la Russie approvisionnera la Chine en gaz, afin de répondre à ses besoins croissants pour développer son économie. Lors de sa visite en Chine, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que «des progrès significatifs» avaient été réalisés entre les deux pays, concernant ce dossier et les domaines dans lesquels 49 accords ont été signés.

Le point de blocage

Au point mort depuis des années, les pourparlers étaient bloqués sur la question du prix. Une question levée aujourd'hui, car «les deux parties ont réalisé des progrès significatifs dans les négociations tarifaires concernant le

tronçon Est du projet de gaz naturel», a expliqué Vladimir Poutine, lors de son entretien avec le président chinois Xi Jinping. A l'issue de leur rencontre, Xi Jinping et son homologue russe ont assuré, dans un communiqué conjoint, que les deux pays voisins vont établir «un partenariat global de coopération sur l'énergie».

Les deux parties vont poursuivre leurs échanges et «approfondir une série de projets de coopération dans le secteur pétrolier», dans l'exploitation des mines de charbon et le développement des infrastructures de transport en Russie, a précisé Radio Chine Internationale. Plusieurs projets vont également être lancés, comme la construction de nouvelles centrales électriques en Russie, et l'augmentation des exportations

d'électricité vers la Chine.

Sun Yongxiang, professeur à l'Institut de recherche du développement social euro-asiatique du Centre de recherches pour le développement du Conseil d'Etat, a expliqué à l'agence de presse Xinhua, que «le partenariat stratégique entre la Chine et la Russie doit reposer sur des offres». Pour ce dernier, «la signature de cet accord gazier montre le fort intérêt de la Russie à diversifier ses acquéreurs d'énergie en dehors de l'Europe, et celui de la Chine dans la diversification de la structure de son approvisionnement énergétique».

En effet, tous deux pays émergents, avec une croissance économique faisant pâlir les Occidentaux, la Chine et la Russie souhaitent conserver leurs partenaires traditionnels tout en trouvant des alternatives dans la région, prévenant ainsi les effets de la crise économique et financière.

Une relation particulière

Après la rupture sino-russe à la fin des années 1960, la Chine et la Russie sont restées de parts et d'autre du continent, deux puissances voisines, cordiales mais parfois sœurs ennemies. Depuis plusieurs décennies, les tensions, mais aussi alliances, sont scrutées à la loupe par les observateurs occidentaux, soucieux de voir apparaître un bloc asiatique pouvant concurrencer frontalement les Etats-Unis et l'Europe.

Ces tensions ont été pour une part la

cause de la longévité de ces négociations sur le gaz. Ne souhaitant pas redevenir le petit frère de la Russie, la Chine a tenu à conserver sa souveraineté et sa position de leader en Asie. Première puissance économique de la zone à avoir décollé, Pékin souhaite rester en tête, tout en composant avec son concurrent et voisin le plus proche. Pour sa part, la Russie souhaite également garder sa souveraineté et n'acceptera pas d'ingérence de la Chine dans ses affaires. Une non ingérence partagée par les deux pays, qui se sont alliés sur plusieurs domaines économiques et industriels.

Une alliance due au contexte économique et financier mondial, qui impose aux deux parties de s'allier pour faire face aux effets de la crise internationale. En avril, Vladimir Poutine avait d'ailleurs déclaré à la télévision russe que «la Russie ne songe en aucune manière à l'établissement d'une alliance militaire et politique avec la Chine».

Une remarque qui a laissé dubitative les médias occidentaux, mais qui a tout son sens pour Le Quotidien du Peuple qui met l'accent sur les explications fournies par la suite par le président russe: «La Russie et la Chine sont des voisins géographiques, mais aussi des alliés naturels; mais nous n'avons pas besoin d'une alliance, ni besoin de recourir au vieux concept d'alliance politique. Aujourd'hui, le développement de nos relations bilatérales se passe extrêmement bien, et la confiance mutuelle et le niveau de coopération ont atteint des sommets sans précédent».

L'objectif de la Russie et de la Chine est de créer un monde multipolaire remettant en cause l'hégémonie américaine. Une hégémonie basée sur une bipolarisation, désormais remise en question par la signature des 49 accords entre la Chine et la Russie, mais aussi le développement des relations entre les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud) et les pays africains.

Céline Tabou

Nombreuses victimes à Urumqi, capitale de la province du Xinjiang

Nouvel attentat meurtrier en Chine

Urumqi, capitale de la province du Xinjiang, a été le théâtre d'un attentat terroriste, jeudi 22 mai, faisant plus d'une trentaine de morts. Un premier bilan fait état de 31 morts et 94 blessés.

Les Ouïghours, musulmans turcophones, représentent la principale ethnie du Xinjiang, région semi-désertique, riche en ressources minières. Avec le développement de la politique rurale, les Han, ethnie majoritaire, ont afflué par millions ces dernières décennies dans la région, créant des tensions inter-ethniques. Face à cette arrivée massive, les Ouïghours se disent harcelés par les autorités, victimes d'une sévère politique répressive à l'encontre de leur religion et de leur culture et écartés du développement économique du pays. L'attaque est attribuée à l'ethnie ouïghour. L'agence de presse Xinhua a indiqué que deux véhicules tout terrain ont foncé dans un marché en plein air. Leurs occupants ont lancé des explosifs dans

la foule. L'un des véhicules a explosé, selon Xinhua, citant un témoin qui aurait entendu «une douzaine de déflagrations».

Des explosifs lancés

Via les réseaux sociaux, les médias ont pris connaissance de l'ampleur de l'attentat. Un blogueur a déclaré sur Weibo, qu'il y a eu plusieurs explosions puissantes sur le marché du matin devant le Palais de la culture d'Urumqi», ajoutant qu'il avait vu la scène à moins de 100 mètres, a indiqué l'Agence France Presse.

Ce dernier a expliqué avoir vu «des

flammes et d'épaisses fumées noires, les véhicules et les étals étaient la proie du feu, tandis que les vendeurs fuyaient en tous sens, abandonnant leurs marchandises derrière eux».

Dans un communiqué de presse, publié sur le site de Xinhua, le président Xi Jinping «s'est engagé à punir sévèrement les terroristes et à n'épargner aucun effort pour maintenir la stabilité à la suite des explosions». Ce dernier a annoncé l'intensification des patrouilles et des contrôles de police, «près des lieux susceptibles d'être la cible d'attaques terroristes et prévenir les répercussions».

Recrudescence de la violence

Depuis plus d'un an, la violence s'est accrue dans la «Région autonome ouïghour», appellation officielle de la province du Xinjiang, où 39 personnes ont

été interpellées pour avoir diffusé des «vidéos terroristes», a indiqué Pékin. Elles ont toutes écopé de lourdes peines d'emprisonnement, allant jusqu'à 15 ans. L'atmosphère est de plus en plus tendue au Xinjiang, où des personnes de l'ethnie ouïghour, qualifiées de «terroristes» par les autorités, ont décidé de durcir leur mouvement séparatiste depuis les émeutes de 2009. En parallèle, Pékin a resserré sa politique sécuritaire. Le dernier événement tragique, date du 30 avril, lorsque assaillants armés de couteaux et d'explosifs avaient lancé une attaque à la gare d'Urumqi, tuant une personne et en blessant 79. De nombreux faits ont marqué ce début d'année, avec en mars, la tuerie commise à l'arme blanche par un commando d'assaillants dans la gare de Kunming, au Yunnan faisant 29 morts et 143 blessés. Ou encore l'attentat de la place Tian An Men, à Pékin.

Le gouvernement accuse le Parti islamiste du Turkestan (TIP) et le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Etim), groupuscules radicaux et séparatistes, d'inspirer et d'orchestrer ces violences. Mais plusieurs experts s'interrogent sur l'influence du TIP en Chine, car aucune revendication n'a été faite.

Céline Tabou

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

Un journaliste engagé «de mille parts»

Deux événements nous amènent à réfléchir cette semaine sur un des problèmes déterminants de nos sociétés : celui du rôle des "moyens de communication" — autrement dit : les "médias" (journaux, radios, télévisions, sites internet, réseaux sociaux etc...) — dans notre vivre ensemble. Et si nous réfléchissons à ce problème en tant que Réunionnais, nous nous posons notamment la question : les acteurs principaux de ces médias à La Réunion — les journalistes — ont-ils comme préoccupation principale d'essayer par leur travail d'être solidaires de la lutte de libération du peuple réunionnais ? Sinon, quel est avant tout leur objectif ?



Le livre de Brigitte Croisier consacré à la vie et l'œuvre du grand intellectuel réunionnais Alain Lorraine, avec en couverture un magnifique dessin de Geneviève Kœnig.

Le premier de ces événements qui nous interpelle à ce sujet est la diffusion ces jours-ci par la chaîne télé LCP du documentaire très intéressant intitulé "Les nouveaux chiens de garde", qui démontre très clairement comment les médias dominants en France comme ailleurs sont avant tout au service des classes dirigeantes et donc du système capitaliste. Il prouve à quel point «la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir»; et ces médias font le maximum chaque jour pour dissimuler les problèmes essentiels, diviser le peuple, cultiver l'idéologie dominante, priver les citoyens du droit à l'information, à l'éducation et à la sagesse.

Ce film fait référence à l'ouvrage publié en 1932 par l'écrivain Paul Nizan sous le titre "Les chiens de garde" «pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en véritables gardiens de l'ordre établi». Et selon la présentation du film, «aujourd'hui, les chiens de garde sont journalistes, éditorialistes, experts médiatiques, ouvertement devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social», avec «la menace croissante d'une information produite par des grands groupes industriels et perver-

tie en marchandise».

«Tant d'œuvres engagées»

L'autre événement qui nous fait réfléchir à ce problème est la parution d'un très beau livre d'une philosophe réunionnaise, Brigitte Croisier, consacré à la vie et l'œuvre d'un grand poète, écrivain et journaliste réunionnais, né en 1946 à Saint-Denis et décédé il y a 15 ans à Paris : Alain Lorraine. Ce livre, intitulé "Alain Lorraine, un homme de mille parts", nous rappelle notamment comment cet intellectuel a consacré une grande partie de son travail à sa solidarité avec la lutte de libération de son peuple. Comme le dit Anne Cheynet dans la belle préface de cet ouvrage, «nous avons vécu avec la même ferveur, parfois teintée d'amertume, le militantisme des années "Debré" (plus poétiquement nommées "années Maloya"), ces années d'oppression mais aussi de prise de conscience et de réappropriation de notre culture et de notre histoire, cette révolte-sève qui a donné naissance à tant d'œuvres engagées». De nombreux autres écrivains et militants culturels cités par Brigitte Croisier témoignent des multiples contributions apportées par Alain Lorraine en tant que jour-

naliste engagé «de mille parts», pour reprendre le titre du livre.

«Cinq révolutions»

C'est le cas, par exemple, de José Macarty, qui a publié dans "Témoignages" du 21 août 1980 un entretien avec Alain Lorraine sous le titre : «La Réunion, un pays pour cinq révolutions», que Brigitte Croisier cite avec des commentaires très intéressants : «"Devenir son propre garde-manger alimentaire", une pièce essentielle d'un développement réunionnais»; «"Faire rencontrer l'histoire et la géographie" en construisant une politique régionale avec nos voisins-cousins»; «"Avoir la politique de sa culture", autrement dit faire une sorte que cette culture inspire les décisions et les pratiques»; «"Faire la rencontre de l'agriculture et de la culture" car une révolution culturelle est nécessaire dans un pays où domine le secteur tertiaire»; «"Suscite une prise de confiance" à partir de la conscience de détenir un bon dossier de développement». Où en est-on aujourd'hui de ces «cinq révolutions» soutenues par Alain Lorraine ?

Et celui-ci ajoute : «Je suis persuadé que sur la base de l'aspiration au développement dont les Réunionnais inventeront eux-mêmes leur propre modèle d'une part et de la découverte du patrimoine réunionnais et d'une identité réunionnaise d'autre part, on peut rassembler une très grande majorité de la population sur une politique de changement fondamental». Que font de cet héritage précieux d'Alain Lorraine les "nouveaux chiens de garde" qui commandent le pays, soutiennent le système néo-colonial en place et conditionnent les esprits de nos compatriotes pour toujours tenter de les diviser et de les assimiler à la Gaule? (À ce sujet, voir la censure dont a été victime Younous Omarjee, le député réunionnais au Parlement européen, de la part de Réunion 1ère, avec le soutien du "JIR"...). D'où l'importance de faire connaître et lire ce dernier ouvrage de Brigitte Croisier...

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

**Zoué pa konmsa
èk nout kann :
Lo rapor rant lékonomi
épi la kultur !**

Mi koné pa si konm moin zot i intèrès lo rapor rant la kultur épi l'ékonomi. Mé si zot i intèrès, moin lé sir shakinn i doi an avoir son l'opinyon pèrsonèl dsi so problèm-la... Mi antan dir, désèrtèn foi, la kiltir sé in gaspiyaz larzan piblik konm in pé i di: «Sé larzan zété». Pou in pé dipavali sé larzan gaspiyé. Pou d'ot la fète shinoi, sansa bann fète katolik, sansa ankor bann fèstival n'arté myé dépan larzan in n'ot manyèr.. Mé toulmoun i pans pa konmsa vi k'in pé i oi la kiltir konm in espékilasyon é tanpir si pou kontant nout intèlèk, i dépan larzan. In légzanp? in mizé, sa i raport pa larzan sa- in pé i di sa!- mé sa lé bien nésèsèr pou lo piblik pran kontak avèk bann zèvre d'ar.

Moin pèrsonèl mi pans pa konmsa: sanm pou moin nana désèrtin prodiksyon kulturel i pé raport larzan, mèm dévlopp lékonomi in réjyon. In légzanp? Sikirsal Baubourg la fé dann la vil do Metz, é bin sa la bien profit La Lorraine kiso dsi l'arivé bann touris, kiso ankor dsi l'arivé bann nouvo z'abitan... Sa lé vré osi dann la vil do Lille èk son gran mizé i apèl Palais des beaux Arts. Pou moin la MCUR nora ansèrv in n'afèr konmsa-an plis k'in trèzor pou nout listoir- mé bann koupèr la tête la pass par tèra é ni koné lo rézilta. Donk si in prodiksyon kulturel nana konm poinn vizé la kultur, sa i anpèsh pa li ansèrv lékonomi pliské désèrtin batkaré dann l'Australi, sansa dann bannzil Vaniy.

Nana in n'ot poinn-vizé i intèrès amoin sé konm moin la fine di, lo rapor rant la kultur épi l'ékonomi. Tourn lo do èk la kultur pou fé in n'afèr konm dévlopp in rishèz, sanm pou moin sa lé pa in bon n'afèr. Akoz la kiltir lo té la foirè? Pa pars La Rényon té i produi pa in bon té, mé pars, dann tan-la, sa téi korèspon pa lo gou bann rényoné donk zot téi oi pa zot apré fé in n'afèr zot i èm pa. La pa parèy pou lo kafé é mi pans Bourbon Pointi nana in bon karyèr pou li fé La Rényon é dann lo mond. La pa étonan si La Rényon la konète l'èr lo kafé... Mi pans osi lo train (tram-train si zot i vé) l'avé, si mi tronp pa in gran majorité d'moun pou sa isi La Rényon é anplis ké sa, li té i vien dann la suit lo train nou la koni pandan plis santan. Donk, pou moin, plis in prodiksyon ékonomik i trouv dsi son shomin in tradisyon kiltirel, é vèrsi-vèrsa sé oplis na la shans bien démaré.

Mésyé bann koupèr la tête, zoué pa konmsa èk nout kann, moin la pèr in bonpé rényoné lé ris-kab ète orfélin la kann. Mi krin mèm in gran dézord i pète!

Justin